

DANS LA RUE LE 19 NOVEMBRE Manifestation nationale à Paris

■ La manifestation du samedi 19 novembre est à l'initiative de la Fédération nationale des collectifs de défense et de développement des services publics. ■ Elle est soutenue par de nombreuses associations et organisations syndicales. ■ Alors que le gouvernement privatise à tout va, cette manifestation doit être un moment fort d'unité pour imposer le développement des services publics. ■

L'Europe dérèglemente

L'union européenne (UE) est à la pointe du combat contre les services publics. Au nom de la construction d'un marché unique, les services publics sont libéralisés et soumis au droit de la concurrence. Commencé dans les télécommunications, ce processus touche maintenant tous les grands services publics de réseau, poste, rail, énergie.

L'ouverture à la concurrence se fait au nom de ses bienfaits supposés pour les usagers. En fait, elle profite essentiellement aux très gros consommateurs, en particulier les grosses entreprises.

Quel que soit le pays ou le secteur, la dérèglementation s'est traduite par un "rééquilibrage tarifaire" au détriment de la grande masse de la population : augmentations régulières des tarifs du gaz, de l'électricité, de l'abonnement téléphonique, etc. De

plus, la sécurité des populations est mise en cause, comme dans le cas de centrales nucléaires mal entretenues ou d'accidents ferroviaires à répétition comme en Grande-Bretagne.

Enfin, la qualité du service rendu diminue, par exemple avec la suppression de bureaux de poste dans de nombreux pays.

Le gouvernement privatise

Non content d'approuver, à Bruxelles, les directives de libéralisation des services publics, le gouvernement, suivant en cela les orientations de ses prédécesseurs, privatise à tour de bras.

Ainsi, après France Télécom, les autoroutes, le gouvernement a privatisé la SNCM et veut "ouvrir le capital" d'EDF qui rentrerait ainsi en Bourse. Les hôpitaux publics et les cliniques privées sont mis en concurrence et ces dernières seront financées par des fonds publics.

Aucune réglementation européenne n'oblige pourtant le gouvernement à privatiser. Alors qu'aucune privatisation de service public n'a entraîné une amélioration de la qualité du service ni des baisses de tarifs pour le plus grand nombre, le gouvernement continue d'appliquer dogmatiquement les vieilles recettes libérales. Ainsi, la logique du profit l'emportera sur la recherche de l'intérêt général.

Se mobiliser !

Il faut aujourd'hui en finir avec l'éclatement des mobilisations service public par service public. Il faut engager un processus de convergences des luttes afin de construire un grand mouvement d'ensemble pour les services publics.

Usagers et salariés des services publics agissons ensemble ! La manifestation du 19 novembre doit être un moment fort pour développer un tel processus.

Rendez-vous 13 H 30 Place d'Italie